

Panser l'internation (dans « un nouvel âge de ténèbres »), par Anne Alombert

Guerre en Ukraine, risque d'escalade militaire, de crise économique et d'effondrement écologique ... Le contexte actuel semble de plus en plus inquiétant et effrayant, au point de neutraliser toute capacité de réflexion. C'est pourtant dans cet effroi et face à ces dangers qu'il nous faut tenter de penser la constitution d'une internation, dans le sillage des propositions élaborées dans 'Bifurquer'.



ASSOCIATION DES AMIS DE LA
**GÉNÉRATION
THUNBERG**
ARS INDUSTRIALIS

Pour l'[Association des Amis de la Génération Thunberg](https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/010422/panser-l-internation-dans-un-nouvel-age-de-tenebres-par-anne-alombert?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xor=CS3-5) et le [collectif Organoesis](https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/010422/panser-l-internation-dans-un-nouvel-age-de-tenebres-par-anne-alombert?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xor=CS3-5). Le 1^{er} avril 2022
https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/010422/panser-l-internation-dans-un-nouvel-age-de-tenebres-par-anne-alombert?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xor=CS3-5

« Il ne suffit pas de changer le monde. Nous le changeons de toute façon. Il change même considérablement sans notre intervention. Nous devons aussi interpréter ce changement pour pouvoir le changer à son tour. Afin que le monde ne continue pas ainsi à changer sans nous. Et que nous ne nous retrouvions pas à la fin dans un monde sans hommes. »

Gunther Anders, 1956.

« On me répondra qu'il n'est plus possible de 'changer le monde'. C'est évidemment faux : le changement du monde n'est pas seulement possible, il est constant. Le problème est que, pour le moment, il ne change que dans le sens du pire. »

Bernard Stiegler, 2006.

Le 28 février 2022, à 12h30, les auditeurs de la radio publique nationale France Culture ont pu entendre deux informations principales, qui constituaient alors les « titres » du journal^[1].

La première information portait sur la progression de l'armée russe en Ukraine, suite à l'invasion du pays qui avait eu lieu quelques jours plus tôt, après la décision du gouvernement de Vladimir Poutine d'engager ce qu'il avait alors décrit comme une « opération militaire spéciale » dans ce pays frontalier de la Russie. Le déclenchement de cette guerre signait ainsi l'échec d'un long processus de négociations engagé des mois plus tôt entre les pays occidentaux et la Russie, dans le but d'éviter un potentiel conflit – négociations qui s'étaient néanmoins apparentées à un « engrenage de mesures unilatérales », à une série d'« ultimatums » ou à « un enchaînement de faits accomplis »^[2], témoignant d'une incapacité à faire passer les tensions sur le plan symbolique de la diplomatie. La violation des droits de l'homme et du droit international (comme de la souveraineté du peuple ukrainien et de l'intégrité territoriale du pays) par la Russie allait donner lieu, dans les jours suivants, à la mise en place d'une multitudes de sanctions économiques, elles-mêmes suivies de menaces en retour de Poutine, avertissant les pays occidentaux que toute tentative de s'impliquer davantage dans le conflit aurait des conséquences « jamais connues » jusqu'ici – le président russe allant jusqu'à « mettre en alerte la 'force de dissuasion' nucléaire » de son pays^[3].

Le second titre du journal de France Culture portait sur la publication du dernier rapport du GIEC, groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rattaché aux Nations Unies, qui « a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique (...) les informations d'ordre scientifiques

nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique[4] ». Le dernier rapport en date, publié le 28 février 2022 à midi, avait pour but de détailler les risques auxquels les pays du monde se voyaient confrontés, région par région, en fonction des spécificités géographiques de chaque localité. Entre autres catastrophes annoncées, le rapport prévoyait un

« sombre avenir pour l'Europe[5] », soulignant les quatre risques majeurs pesant à très court terme sur le continent : amplification des vagues de chaleur, perte des rendements agricoles, pénurie d'eau et inondations. Le rapport insistait par ailleurs sur l'aggravation progressive des conséquences du réchauffement climatique, et sur leurs caractères potentiellement irréversibles : selon le rapport, « tout retard supplémentaire dans l'action mondiale en matière d'adaptation et d'atténuation manquera une brève occasion, qui se referme rapidement, de garantir un avenir vivable et durable pour tous. ».

Ces deux événements, à première vue sans rapport, n'allaient pas tarder à se voir articulés. Comme le soulignent Pierre Dardot et Christian Laval [dans un récent article](#), « la cause de la paix et la cause climatique ont partie liée » : pour l'Union Européenne, « ne plus acheter de gaz russe, c'est à la fois couper le robinet qui alimente la mafia oligarchique poutinienne et initier le changement radical qu'appelle toute véritable alternative écologique ». Quelques jours plus tôt, la journaliste Naomi Klein avait quant à elle suggéré d'interpréter le retour des volontés impérialistes et l'exploitation des énergies fossiles comme deux symptômes d'une même « nostalgie toxique[6] ».

De manière plus générale, l'invasion de l'Ukraine par la Russie d'une part, ouvrant le spectre d'une troisième guerre mondiale, et la publication du rapport du GIEC d'autre part, ouvrant le spectre d'un effondrement écologique global, semblent caractéristiques de l'ère « plus que tragique[7] » que le philosophe Bernard Stiegler avait longuement décrite, et qui se caractérisait selon lui par la menace d'une double « apocalypse »[8] : une « apocalypse scientifique » tout d'abord, dont témoignaient les avertissements concernant les risques du réchauffement climatique, et une « apocalypse nucléaire » ensuite, qui se profilait à travers de nouvelles menaces de guerre, dans un contexte de « banalité de l'arme atomique[9] ».

Ces deux risques apocalyptiques, soulignés par Stiegler dans [le second tome du livre intitulé *Qu'appelle-t-on panser ?*](#), semblaient aussi au principe de la double « inquiétude » qui avait motivée l'écriture de son dernier ouvrage (collectif), intitulé [Bifurquer \[10\]](#) :

« ...malgré des anticipations très documentées par le GIEC, ainsi que par divers autres organismes ou équipes scientifiques, les efforts menés à l'échelle internationale pour s'engager sur une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre compatibles avec les objectifs fixés par l'Accord de Paris ont été jusqu'ici largement insuffisants. (...) Cet état de fait, où nous sommes témoins d'une incapacité collective à changer de cap, *inquiète* tout le monde : les investisseurs comme les populations, et en particulier les jeunes générations, qui se demandent de quel monde elles hériteront[11]. »

« Un siècle après l'institution de la Société des Nations (...) la préoccupation immédiate n'est pas d'éviter un conflit mondial – même si, au cours de la dernière décennie, *l'inquiétude* à cet égard n'aura cessé de croître à nouveau, bien loin de l'« optimisme » qui aura dominé la fin du xxe siècle. (...) C'est dans ce contexte que les nationalismes les plus archaïques croissent partout dans le monde – et, avec eux, les processus de remilitarisation, et donc de nouvelles menaces de guerre, la différence avec ce qui conduisit aux deux guerres mondiales du xxe siècle étant la banalité de l'arme atomique. La situation est, autrement dit, incommensurablement plus grave qu'à l'époque de la Société des Nations[12]. »

La gravité d'une telle situation, qui apparaît aux yeux de tous aujourd'hui, avait en effet été soulignée par Stiegler depuis de nombreuses années : la double crise mondiale, à la fois politique (risque de guerre militaire susceptible de conduire à une apocalypse nucléaire) et environnementale (risque

d'effondrement écologique annoncé par l'apocalypse scientifique) allait de pair avec ce qu'il décrivait comme une « guerre économique » globale, « ruineuse pour les environnements – sociaux, moraux, mentaux, (...) physiques » et naturels[13], mais aussi destructrice des « conditions même d'une économie mondiale, ce qui veut dire [écrivait Stiegler en 2006] qu'elle est ce qui conduit à la guerre militaire[14] ». Or, ajoutait-il alors, « la planète ne peut évidemment pas se permettre, compte tenu de l'impuissance de l'irrationnel qu'est devenue l'hyperpuissance technologique, le risque d'un troisième conflit mondial[15] ».

Cette « guerre économique », amorcée avec la révolution conservatrice, poursuivie à travers le « marché total[16] » et la financiarisation de l'économie[17], et caractérisée aujourd'hui par un capitalisme à la fois « extractiviste[18] », « prédateur[19] », « computationnel », « disruptif » et « spéculatif »[20], était selon lui fondée sur un paradigme épistémologique « archaïque »[21], et condamnée à « s'effondrer dans l'irrationnel le plus inquiétant[22] », au point sans doute de conduire à l'« âge de l'entropie sociale » décrit par le sociologue Wolfgang Streeck, au cours duquel aucun nouvel ordre (économique, juridique, politique, international) ne parvient à émerger pour succéder à l'ordre passé, laissant ainsi surgir toutes sortes de « symptômes morbides » et de monstruosités[23].

Ce « nouvel âge de ténèbres[24] » et les (plus ou moins) « nouvelle[s] forme[s] de barbarie[s] »[25] qui semblent le caractériser, ont en effet de quoi inquiéter - sans doute même de quoi effrayer : le contexte actuel ne semble plus seulement inquiétant, mais aussi effroyable et effrayant, provoquant autant de stupéfaction que de sidération, au point de neutraliser toute capacité de réflexion.

C'est pourtant dans cet « effroi[26] » et face à ces dangers que Stiegler tentait de « panser[27] » : son dernier livre, publié en juin 2020 et explicitement adressé au secrétaire général des Nations Unies[28], soulignait la nécessité de faire « bifurquer » la « guerre économique mondiale[29] » vers une issue pacifique, afin qu'elle ne s'achève pas dans un effondrement écologique planétaire ou dans un conflit global militaire. C'est en ce sens qu'il avait conçu et tenté de concrétiser le projet d'une « internation [30] », qui avait pour but d'engager un processus de pacification économique au niveau international, afin de « rebâtir non pas une économie de guerre, mais une économie de transition vers une paix économique mondiale basée sur *un nouveau pacte économique* à même de concrétiser un *traité de paix*[31] ».

« Il est temps d'en appeler à et de militer pour un *pacifisme économique* au niveau mondial. Il est temps de préparer et de faire signer des traités de paix économiques[32] », écrivait déjà Stiegler en 2006. En 2020, l'objectif n'avait pas beaucoup changé, mais il s'agissait cette fois d'en préciser les conditions de possibilités : Stiegler soutenait alors que la concrétisation d'une paix économique mondiale ne pourrait s'amorcer qu'à condition de constituer et d'accompagner un réseau de « territoires laboratoires [33] » au niveau international, prêts à s'engager dans la recherche et l'expérimentation de modèles économiques (industriels, agricoles et de services) soutenables, solvables et localisés.

Selon Stiegler en effet, « la question première est la reconstitution de localités économiques et politiques fonctionnelles, seules capables de lutter contre [l'augmentation des taux d']entropie[34] » et les « forçages anthropiques[35] » d'origine humaine, en valorisant la pratique de savoirs collectifs locaux, qui constituent selon lui des processus néguanthropiques ou anti-anthropiques <https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/190420/l-entropie-comme-clef-de-lecture-et-de-bifurcation-de-l-anthropocene>, au fondement de la diversité et de l'évolution des sociétés. L'« économie de la néguanthropie » ou de l'anti-anthropie, qui, « comme les communs, remet les savoirs partagés et co-développés au centre de l'économie[36] », a donc pour but d'amorcer un processus de transition au niveau mondial, mais ne peut néanmoins être expérimentée que de manière contextualisée, en fonction des spécificités locales.

Stiegler affirme donc la nécessité d'engager différents territoires dans une « démarche transitionnelle[37] » de recherche-action contributive et réticulée, qu'une instance nommée « internation » aurait pour but d'encadrer, afin de permettre la coopération entre les expérimentations. L'« internation » constituerait alors le cadre institutionnel permettant d'organiser les échanges scientifiques et politiques entre les diverses localités (nations, régions, métropoles) en tirant parti des [potentialités contributives des technologies numériques](#), mises au service de la circulation des idées, du partage des savoirs et du débat argumenté. A travers cette association de localités engagées dans un processus de recherche scientifique, de transition économique et de délibération politique, l'enjeu consistait, pour Stiegler, à constituer un processus de [transindividuation](#) au niveau mondial, pour éviter le double écueil des nationalismes et du « marché total[38] ».

L'internation se distinguait donc à la fois du localisme et de la globalisation : initialement mobilisée par l'anthropologue Marcel Mauss à l'issue de la première guerre mondiale[39], la notion d'« internation » devait constituer « le pilier d'un internationalisme visant à unir les nations au lieu de les effacer[40] ». Reprise par Stiegler un siècle plus tard, l'idée d'internation ne devait déboucher ni sur un ensemble de nations idéologiquement et économiquement isolées, ni sur une « supranation » effaçant les singularités : elle devait plutôt constituer « un accord, un agrément ou un consensus entre diverses localités ouvertes et réticulées[41] », unies par une démarche de recherche partagée. Il s'agissait ainsi de penser « le cadre institutionnel d'un nouveau multilatéralisme inclusif[42] », garant d'une pacification économique.

Or, c'est précisément un tel cadre institutionnel qui semble faire défaut aujourd'hui, si l'on en croit l'article de Pierre Dardot et Christian Laval notamment, qui appelle à « réinventer l'internationalisme », tout en soulignant que « le renforcement de l'OTAN et de l'Union européenne telles qu'elles sont » ne constitue pas une option. L'article précise qu'« il n'y aura aucune paix ni aucune justice internationale, pas plus qu'une réelle 'transition écologique' fondée sur la coopération mondiale, tant que ne sera pas inventée une tout autre institution » susceptible de pallier à « l'impuissance » de l'ONU ou d'amorcer sa transformation[43]. Sur un autre registre, c'est aussi ce que semblait suggérer le propos de l'ancien président Nicolas Sarkozy, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : « Aujourd'hui, plus rien ne marche. L'OTAN, ça ne fonctionne pas. Le G7, ça ne fonctionne pas. Le G20 (...) ça ne fonctionne pas et même l'ONU, qui oscille entre apathie et immobilisme (...). Il est temps d'inventer les institutions qui permettront le multilatéralisme du XXIe siècle[44] ». Il est temps, effectivement. Dans un contexte d'état de choc technologique et émotionnel, d'état d'urgence climatique et humanitaire, d'état de guerre économique et militaire, combinés au « temps réel » de la « [surstimulation informationnelle](#) [45] », les conditions requises pour une telle invention ne sont objectivement pas réunies. La « bifurcation hautement improbable[46] » évoquée par Stiegler en 2020 semble difficile à espérer aujourd'hui.

Mais comme Stiegler l'écrivait aussi, quand « la perte des motifs d'espérer se répand (...) à tous comme une maladie », alors, « ce tous n'est plus un nous : c'est une panique »[47]. Pour éviter la « panique » dans laquelle la situation actuelle pourrait nous plonger, peut-être faudrait-il donc tenter de faire [consister](#) le motif de cette internation, qui « n'[existe](#) pas encore, et qui n'[existera](#) peut-être jamais[48] ».

Anne Alombert

avec les précieuses contributions de Victor Chaix

[1] Voir le journal de 12h30 de France Culture du 28 février 2022 : <https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-12h30/journal-de-12h30-antoine-marette-du-lundi-28-fevrier-2022>

[2] « Pour la France, l'arme nucléaire est fondamentalement une arme de non-emploi. Or, les doctrines nucléaires d'autres pays, comme la Russie, évoluent depuis plusieurs années en envisageant des formes de bataille nucléaire, c'est-à-dire d'éventuels usages tactiques de l'arme. Cela doit aussi nous conduire à penser latéralement, c'est-à-dire envisager 'ces choses que personne n'a jamais connues' évoquées par Vladimir Poutine. », T. Gomart, « « La Russie est passée d'une logique de guerre limitée à une logique de guerre totale », *Le Monde*, 2 mars 2022, cité par Bernard Umbrecht dans B. Umbrecht, « V. Poutine, un fossile parmi les fossiles », *Le SauteRhin*, 13 mars 2022. URL : <https://www.lesauterhin.eu/>. Voir aussi J.-P. Dupuy, « La guerre nucléaire qui vient », AOC, 28 février 2022, cité dans le même article de Bernard Umbrecht.

[3] Voir sur ce point la page Wikipédia du GIEC : https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_d%27experts_intergouvernemental_sur_l%27%C3%A9volution_du_climat

[4] « Canicules, manque d'eau, inondations : le Giec décrit un sombre avenir pour l'Europe. », Violaine Colmet Daâge, Reporterre, 28 février 2022. URL : <https://reporterre.net/Canicules-manque-d-eau-inondations-le-Giec-decrit-un-sombre-avenir-pour-l-Europe>.

[5] On retrouve cette citation extraite du rapport du GIEC dans l'article mentionné dans la note précédente.

[6] « Vladimir Poutine serait animé par la nostalgie de l'empire (...) Il n'est pas question ici de la douce et sympathique nostalgie des plaisirs de l'enfance dont on se souvient confusément, mais d'une nostalgie enragée et destructrice qui s'accroche à de faux souvenirs de gloires passées et ce en dépit des preuves de leur inexactitude. Tous ces mouvements et personnages nostalgiques ont en commun la quête d'une même et unique chose, d'une époque où l'on pouvait extraire les énergies fossiles de la terre sans avoir à se soucier ni de l'extinction massive, ni des enfants qui revendiquent leur droit à un avenir, ni des rapports du GIEC (...) Poutine, bien sûr, dirige un pétro-État, un État qui a refusé obstinément de diversifier sa dépendance économique vis-à-vis du pétrole et du gaz, malgré non seulement l'effet dévastateur des fluctuations en dents de scie de la valeur de ces matières premières pour sa population, mais aussi la réalité du changement climatique. », N. Klein, « Guerre et climat : le péril de la nostalgie toxique. », AOC, 14 mars 2022.

[7] B. Stiegler, *Qu'appelle-t-on panser ? t. 2 La leçon de Greta Thunberg*, Paris, Les liens qui libèrent, 2020, p. 500.

[8] Voir sur ce point B. Stiegler, *Qu'appelle-t-on panser ? t. 2 La leçon de Greta Thunberg, op. cit.*, notamment le premier chapitre « Machines apocalyptiques et avenir de la biosphère » ainsi que le §91 « Apocalypse et exotranscendance ». Je remercie Denis Rambour de m'avoir signalé ce chapitre.

[9] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, Paris, Les liens qui libèrent, 2020, §9.

[10] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.* Pour en savoir plus sur les ambitions de cet ouvrage collectif et sur le processus de recherche contributive ayant conduit à sa rédaction, voir : <https://organoesis.org/ressources/autour-de-bifurquer> et le séminaire autour de *Bifurquer* : <https://www.youtube.com/watch?v=xrOL6rpmqQw&list=PLlhOYvtSn-fvdtY0cvZqLKjuBTb-XrbLn>

[11] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « Lettre de Hans Ulrich Obrist et Bernard Stiegler à António Guterres », p. 11 (nous soulignons).

[12] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, §9, p. 42 (nous soulignons).

[13] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, §9.

[14] B. Stiegler, *Mécréance et discrédit, t. 2 Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés.*, Paris, Galilée, 2006, §17 (note 5).

[15] B. Stiegler, *Mécréance et discrédit, t. 2 Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés.*, *op. cit.*, §17 (note 5).

[16] A. Supiot, *L'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Le Seuil, 2010. Voir aussi A. Supiot, « L'inscription territoriale des lois » in B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, p. 404.

[17] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « L'avertissement », p. 16 et p. 18.

[18] « Dans ce contexte, le pétrole symbolise la mentalité extractiviste : c'est-à-dire non seulement le droit divin de continuer à extraire les énergies fossiles, mais aussi celui de continuer à prendre à sa guise, à laisser du poison derrière soi et à ne jamais regarder en arrière. », N. Klein, « Guerre et climat : le péril de la nostalgie toxique. », *AOC*, 14 mars 2022.

[19] « Mais une autre tâche internationaliste urgente s'impose. Elle consiste à dénoncer l'étroite connivence du capitalisme de l'ouest, celui des Etats-Unis et de l'Union européenne notamment, avec la corruption des 'élites' russes. C'est cette connivence qui a permis à la 'machine à piller' de fonctionner dès les années 90. Ce capitalisme prédateur dont les premières victimes ont été et sont toujours les travailleurs russes a joui de toutes les facilités de blanchiment et de spéculation dans les circuits de la finance, de l'immobilier, du luxe, du sport, etc. offertes par des pays qui aujourd'hui s'offusquent de l'ultra-richesse des oligarques russes acquise par la corruption et l'entière soumission à Poutine. C'est le système capitaliste financier mondial, avec toutes ses opacités, qui a contribué à fabriquer le monstre étatique poutinien, et c'est contre les deux qu'il faut faire l'union de tous les démocrates radicaux de l'Ouest et de l'Est. », P. Dardot et C. Laval, « Réinventons l'internationalisme. Pour un nouvel internationalisme. », *Le Club de Mediapart*, 22 mars 2022. URL : <https://blogs.mediapart.fr/pierre-dardot-et-christian-laval/blog/180322/face-au-nationalisme-grand-russe-reinventons-l-internationalisme-14>.

[20] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « L'avertissement », p. 16-18.

[21] « Ce problème est d'autant plus vif qu'à partir du moment où l'on admet que la question écologique et plus généralement les limites « eschatologiques » de l'Anthropocène nécessitent de repenser l'économie et les échanges en privilégiant les cohérences territoriales et en limitant les commerces internationaux qui enrichissent d'abord les producteurs de dioxyde de carbone, tout en soumettant les économies locales à des logiques toujours plus extractivistes et prédatrices. Il devient alors rapidement évident que, (...) l'économie capitaliste est fondée sur une conception newtonienne de la physique, là où la thermodynamique mais aussi la pensée du vivant par Schrödinger imposent de la penser avant tout comme *problème de l'entropie* – laquelle devient dans l'Anthropocène l'*anthropie* (au sens où le GIEC parle de forçages anthropiques...). », B. Stiegler, « Internation et internationalisme. Selon Mauss et contre l'anthropie », *Lignes*, vol. 61, no. 1, 2020, p. 100. Sur l'« archaïsme scientifique structurel » qui, selon Stiegler, sous-tend le modèle de développement actuel, voir B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « L'avertissement », p. 19.

[22] B. Stiegler, *Mécréance et discrédit, t. 2 Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés.*, quatrième de couverture.

[23] « As we live through these monstrous weeks, we understand better than ever what Gramsci must have meant by an interregnum: a situation 'in which the old is dying and the new cannot be born', one in which 'a great variety of morbid symptoms appear', like powerful countries turning their future over to the uncertainties of a battlefield clouded in the fog of war. », W. Streeck, « Fog of war », *New Left Review*, mars 2022. URL : <https://newleftreview.org/sidecar/posts/fog-of-war>. Streeck reprend ici des

analyses développées dans W. Streeck, *How capitalism will end ?*, London – New York, Verso, 2016, ouvrage dans lequel il avait décrit la période contemporaine comme l'âge de l'entropie sociale, en s'inspirant de la célèbre citation de Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

[24] J. Bridle, *Un nouvel âge de ténèbres*, Paris, Allia, 2022. Par ce « nouvel âge de ténèbres », James Bridle entend souligner que la technologie échoue à répondre aux grands défis de notre modernité et nous enferme dans des schémas de pensée qui brident notre intelligence et notre créativité ».

[25] « Plus nous approfondissons notre travail, plus nous comprîmes à quel point notre tâche était disproportionnée à nos forces. Ce que nous nous étions proposé de faire n'était en effet rien de moins que la tentative de comprendre pourquoi l'humanité au lieu de s'engager dans des conditions vraiment humaines, semblait dans une nouvelle forme de barbarie. », T. Adorno et M. Horkheimer, *La dialectique de la raison* (1944), Paris, Gallimard, 1983, introduction.

[26] « Notre philosophie doit ici commencer non par l'étonnement, mais par l'effroi », F. Nietzsche, *Sur l'avenir de nos établissements d'enseignement*, cité par Bernard Stiegler in B. Stiegler, *Qu'appelle-t-on panser ?*, t. 1, *L'immense régression*, Paris, Les liens qui libèrent, 2018, §10. Voir aussi *ibid.*, §11 « La combinaison. Métaphysique de l'effroi ».

[27] Nous empruntons ce néologisme à Bernard Stiegler, qui souligne ainsi, en dialogue avec Heidegger, la dimension soigneuse de toute pensée. Voir B. Stiegler, *Qu'appelle-t-on panser ?*, t. 1 et t. 2, *op. cit.*

[28] Voir la « Lettre de Hans Ulrich Obrist et Bernard Stiegler à António Guterres », dans B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.* et sur ce blog : <https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/150120/la-lettre-du-collectif-international-antonio-guterres>

[29] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, « L'avertissement », p. 16.

[30] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, « L'avertissement », p. 19. Sur la notion d'internation, voir B. Stiegler,

« Internation et internationalisme. Selon Mauss et contre l'anthropie », *art. cit.* Voir aussi la séance du séminaire *Bifurquer* consacrée à cette question : <https://www.youtube.com/watch?v=CzFAGJNOsj0&list=PLlhOYvtSn-fvdty0cvZqLKjuBTb-XrbLn&index=9>. Voir enfin A. Alombert et M. Krzykowski, « Vocabulaire de l'internation », *Appareil*, 3 février 2021. URL : <https://journals.openedition.org/appareil/3752> et le site du collectif Organoesis : <https://organoesis.org/themes/geopolitique-et-remondialisation>.

[31] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, « L'avertissement », p. 18.

[32] B. Stiegler, *Mécréance et discrédit*, t. 2 *Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés.*, *op. cit.*, §17 (note 5).

[33] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, « L'avertissement », p. 19.

[34] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, « L'avertissement », p. 18.

[35] B. Stiegler et al., *Bifurquer*, *op. cit.*, §32, p. 106. Sur ces notions d'entropie, anthropie, néguanthropie et anti-anthropie, lire [ce précédent billet](#). Voir aussi A. Alombert et M. Krzykowski, « Vocabulaire de l'internation », *art. cit.*

[36] B. Stiegler, « Internation et internationalisme. Selon Mauss et contre l'anthropie », *art. cit.*, p. 104.

[37] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « L'avertissement », §1, p. 23.

[38] A. Supiot, *L'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Le Seuil, 2010.

[39] M. Mauss, *La nation* (1920), Paris, PUF, 2018. Voir aussi F. Callegaro, « Le sens de la nation. Marcel Mauss et le projet inachevé des modernes », *Revue du MAUSS*, vol. 43, no. 1, 2014, pp. 337-356. et B. Stiegler, « Internation et internationalisme. Selon Mauss et contre l'anthropie », *art. cit.*

[40] A. Alombert et M. Krzyskawski, « Vocabulaire de l'internation », *art. cit.*

[41] A. Alombert et M. Krzyskawski, « Vocabulaire de l'internation », *art. cit.*

[42] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.*, « Lettre de Hans Ulrich Obrist et Bernard Stiegler à António Guterres », p. 13. Lettre en libre accès à [ce lien](#).

[43] « Encore une fois, 'le pacifisme n'est pas une option'. Mais le renforcement de l'OTAN et de l'Union européenne telles qu'elles sont, n'en est pas une non plus. Elles ne peuvent constituer pour les pays qui veulent échapper aux volontés impériales de leur grand voisin que de provisoires mais dangereuses protections comme on le voit encore aujourd'hui. La question stratégique posée aujourd'hui est celle de savoir comment obvier à l'affrontement de plus en plus direct des puissances étatiques à vocation hégémonique mondiale, dont les traductions dramatiques sont l'augmentation des budgets militaires, la sophistication croissante des moyens de force, la multiplication des espaces et des formes de conflit. (...) Par ailleurs, on constate tous les jours et depuis longtemps que le mode de délibération et de décision de l'ONU, grâce au droit de veto au Conseil de sécurité, réduit l'organisation des nations à la plus complète impuissance dès qu'est en jeu l'intérêt de l'un ou l'autre des membres permanents. Il n'y aura aucune paix ni aucune justice internationale, pas plus qu'une réelle « transition écologique » fondée sur la coopération mondiale, tant que ne sera pas inventée une tout autre institution chargée des rapports et des conflits entre Etats. », P. Dardot et C. Laval, « Réinventons l'internationalisme. Pour un nouvel internationalisme. », *Mediapart*, 22 mars 2022. URL : <https://blogs.mediapart.fr/pierre-dardot-et-christian-laval/blog/180322/face-au-nationalisme-grand-russe-reinventons-l-internationalisme-14>.

[44] Retranscription des propos de Nicolas Sarkozy sur le site de Public Sénat, le 25 février 2022. URL : <https://www.publicsenat.fr/article/politique/ukraine-la-seule-voie-possible-c-est-la-diplomatie-car-l-alternative-c-est-la>

[45] Sur la notion de surstimulation informationnelle, voir l'intervention de Michal Krzykawski lors du séminaire « Panser les écrans et les esprits » du 12 février 2022. URL : <https://organoesis.org/recherches/ecrans-esprit>. Voir aussi le dernier billet publié sur ce blog par Victor Chaix, "Faire du bruit ne suffit plus" : <https://blogs.mediapart.fr/les-amis-de-la-generation-thunberg/blog/290322/faire-du-bruit-ne-suffit-plus>

[46] B. Stiegler et al., *Bifurquer, op. cit.* §93.

[47] B. Stiegler, *Mécréance et discrédit*, t. 2 *Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés.*, *op. cit.*, quatrième de couverture.

[48] « Une société unique, embrassant tous les hommes (...) n'existe pas encore, et n'existera peut-être jamais. », H. Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, Paris, PUF, 2013, p. 97 (nous soulignons). Cette phrase est extraite du dernier ouvrage de Bergson, rédigé en 1932, entre les deux guerres mondiales, et après une longue interruption de son travail philosophique, dû à son implication politique au sein de la Société des Nations, notamment dans le cadre de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Dans *Qu'appelle-t-on panser ? tome2 La leçon de Greta Thunberg.*, Bernard Stiegler fait résonner ces réflexions de Bergson au sujet de la Sociétés des Nations avec celles de Mauss

au sujet de l'internationalisme quelques années auparavant (en 1920, à l'issue de la première guerre mondiale), ainsi qu'avec celles de Jaurès au sujet de l'humanité et des nations, en 1914 cette fois, à l'orée de la première guerre mondiale. Dans le discours fondateur du journal *L'Humanité* datant de 1914, Jaurès déclarait en effet : « L'humanité n'existe point encore ou elle existe à peine. (...) De nation à nation, c'est un régime barbare de défiance, de ruse, de haine, de violence qui prévaut encore. Même quand elles semblent à l'état de paix, elles portent la trace des guerres d'hier, l'inquiétude des guerres de demain : et comment donner le beau nom d'humanité à ce chaos de nations hostiles et blessées, à cet amas de lambeaux sanglants ? ».